

Québec, le 29 mai 2008

Monsieur Raymond Corriveau
Président
Conseil de presse du Québec
1000, rue Fullum, bureau C.208
Montréal (Québec) H2K 3L7

Monsieur le Président,

La Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) vous remercie de l'invitation lancée aux communautés locales de s'exprimer sur l'enjeu crucial de l'information en région. En tant que représentante de plus de 920 municipalités au Québec, dont la très grande majorité est située en milieu rural, la FQM est hautement préoccupée par cette question.

Les régions du Québec présentent une grande diversité, que ce soit sur le plan culturel, social, économique ou autre. Pour les communautés régionales, cette diversité est à la fois source de fierté et de richesse. Les médias ont un rôle primordial à jouer dans la vie de ces communautés. C'est par eux, par exemple, que transige l'information sans laquelle la démocratie ne saurait s'exercer. De plus, les médias locaux sont généralement très impliqués dans leur milieu et rendent un grand service à la population en diffusant les nouvelles d'intérêt en provenance des municipalités, le palier de pouvoir le plus près des citoyens.

À n'en pas douter, les médias constituent donc une composante très importante de ces communautés. À cet égard, le fait que la Banque mondiale cite la présence de journalistes comme un facteur de développement m'apparaît particulièrement révélateur. C'est pourquoi nous sommes d'autant plus inquiets devant certains changements qui surviennent actuellement dans le monde de l'information et qui affectent le traitement des nouvelles en région.

Il nous apparaît d'abord qu'une certaine tendance à la centralisation de l'information vers Montréal s'effectue lentement mais sûrement. Les quotidiens, les stations de télévision, les radios et les autres médias nationaux ne cessent de réduire leurs effectifs affectés à la couverture de l'information en région. L'annonce récente de la fermeture des salles de nouvelles de TQS à Montréal, à Québec, à Sherbrooke, à Trois-Rivières et à Jonquière en est une illustration. La FQM est d'ailleurs sortie publiquement pour dénoncer cette fermeture qui ne sera pas sans affecter la pluralité et la qualité de l'information en région, surtout que TQS avait justement fait de l'information régionale sa marque de commerce.

...2

Cette «montréalisation» de l'information se vérifie quotidiennement et donne lieu à des situations particulièrement aberrantes, alors que des personnes qui vivent à plus d'une dizaine d'heures de route de la métropole sont informées, par exemple, de l'état de la circulation sur l'autoroute Décarie ou des difficultés d'accéder au pont Jacques-Cartier.

À ce phénomène s'ajoutent ceux de la convergence et de la concentration de la presse qui se traduisent aussi par une diminution des effectifs journalistiques de même que de la variété des sujets traités. Un peu comme ce qui se passe dans le cas des pays du tiers-monde, les médias ne parlent plus des régions que lorsque survient une catastrophe. Dans ces circonstances, comment ne pas comprendre les doléances des régions face à l'image qui est présentée d'elles?

Un tel traitement journalistique ne reflète en rien la diversité et le caractère dynamique des communautés régionales. Par exemple, nous n'entendons jamais parler d'histoires comme celle de l'Abitibi-Témiscamingue, une région qui s'est prise en main et qui obtient maintenant de bons résultats, notamment avec un bilan migratoire positif chez les jeunes de 25 à 34 ans. Et pour cause, car cette région ne compte aucun quotidien ni même de correspondant à un quotidien. Quant aux informations télévisées, pendant longtemps c'est le même lecteur de nouvelles qui en faisait la présentation pour les trois principaux réseaux!

L'absence ou l'indifférence des médias nationaux a pour conséquence que plusieurs nouvelles d'importance pour les régions et pour l'ensemble de la société québécoise sont occultées ou traitées de façon superficielle. Par exemple, le développement de la filière éolienne a certes fait la manchette, mais son traitement a cependant été questionnable. Pour l'essentiel, l'accent a été mis sur des cas d'apparence de conflit d'intérêts dans lequel se seraient retrouvés des élus. À mon avis, on aurait dû y voir une illustration de l'improvisation qui a entouré ce développement et qui a fait en sorte que des communautés ont dû faire face à des multinationales sans aucune aide à espérer du gouvernement.

Quelles sont les chances de la FQM, qui travaille actuellement à un projet de politique d'occupation dynamique du territoire, de voir ce sujet être repris dans les médias nationaux? Il s'agit pourtant d'un sujet de toute première importance. Refusant de croire irréversibles des phénomènes affectant les régions tels que l'exode de population et la dévitalisation des communautés, nous réclamons rien de moins qu'un vaste chantier en vue de mettre nos territoires en mode développement.

Il y a bien sûr aussi les hebdomadaires, les radios locales et les télévisions communautaires qui effectuent un excellent travail pour diffuser l'information en région. Le succès de plusieurs d'entre eux démontre d'ailleurs à quel point les citoyens des régions sont friands de nouvelles les concernant, qui touchent directement leur communauté. Car c'est un fait établi que la proximité est le facteur le plus déterminant dans l'attention qu'une personne va porter à une nouvelle. À preuve, selon les statistiques d'un sondage CROP effectué en 2004 portant sur les hebdomadaires, ceux-ci ont recueilli un pourcentage de pénétration du lectorat de 64 %.


Ces médias ne bénéficient toutefois que d'un rayonnement local, ce qui fait que les citoyens ruraux ont l'impression de discuter uniquement entre eux. Est-ce trop demander que leurs préoccupations trouvent quelque écho au plan national? Pour ma part, je crois que toute la société gagnerait à prendre connaissance de la richesse et de la diversité des régions.

L'enjeu est de taille, puisqu'il en va non seulement de la façon dont sont perçues les régions, mais aussi de leur identité. C'est, en effet, toujours à travers le prisme déformant des autres que les régions se perçoivent et se définissent elles-mêmes. Dans le contexte de la convergence, où les entreprises de presse cherchent à tirer un avantage financier d'un fonctionnement en synergie de tous leurs médias, on ne peut que s'inquiéter du caractère encore plus déformé de l'image présentée des régions.

La FQM est convaincue de l'importance de la couverture de l'information en région et a d'ailleurs posé plusieurs gestes qui en témoignent. En 2005, c'est à l'unanimité que son conseil d'administration a adopté une résolution invitant les municipalités membres à permettre l'enregistrement de leurs séances de conseil et à y donner libre accès aux journalistes. Plus récemment, la FQM s'est aussi jointe à la Coalition pour la diversité des voix en information, qui regroupe des groupes d'intérêt préoccupés par la fermeture appréhendée des salles de nouvelles de TQS.

Mon intervention n'a nullement pour but d'attaquer le travail des journalistes. Bien au contraire, nous souhaitons collaborer avec ces acteurs importants de la vie de nos communautés. Ce que nous demandons est en fait conforme au code d'éthique selon lequel, afin de garantir la liberté et la démocratie, les journalistes doivent fournir une information complète, exacte et pluraliste. Comme les citoyens des régions ne sont pas des citoyens de deuxième ordre, nous croyons qu'eux aussi doivent pouvoir bénéficier d'une information de qualité, objective, juste, rigoureuse et diversifiée. Pour ce faire, la FQM estime que des mesures doivent être mises de l'avant par les autorités gouvernementales et les groupes de presse pour assurer le maintien de la diversité des voix en information dans nos régions.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.



BERNARD GÉNÉREUX
Président